

NON A LA DÉLOCALISATION !

L'Inrap, depuis sa création ne cesse de subir des agressions déstabilisantes. La délocalisation du siège dans ce contexte d'extrême fragilisation de l'établissement est une décision aberrante. Elle est prise au mieux par des inconscients, au pire par des destructeurs.

La délocalisation c'est :

- Arracher des familles entières à leur environnement
- Contraindre à la démission une part importante des personnels
- Désorganiser des services qui se mettent péniblement en place
- Couper le siège de l'établissement de son réseau national. Les trains, les routes, les avions convergent vers Paris. Cet établissement, déjà fortement déconcentré, a besoin d'un endroit central où puissent se réunir des agents de toutes les régions (AST, Directeurs Interrégionaux, membres des instances paritaires ...) ou des partenaires extérieurs (administrateurs...). Les agents des services du siège (DST, DDCC, DSI...) ont également besoin de se rendre sur tout le territoire national. Les liens entre le siège et les régions doivent être consolidés et non rendus improbables !
- Briser toute possibilité d'avoir des services de l'archéologie organisés comme ceux de l'Etat (Paris/Régions), ce qui est indispensable à une communication permanente.

C'est pourquoi nous disons **STOP !!!!!!!!!!!**

Nous sommes solidaires des agents du siège et nous exigeons un retrait immédiat de ce projet aussi stupide que néfaste.



SGPA Cgt-Culture

**Syndicat général des personnels de l'archéologie
Cgt**

Section Paca

Inrap 11, place bougainville, 13015 Marseille

Tél : 04 91 84 01 75 – Téléc. : 04 91 84 01 71 email L : sgpacgt.paca@inrap.fr

COMMUNIQUE DU 6 OCTOBRE 2008

Dans le cadre de l'heure mensuelle d'information syndicale, une vingtaine d'agents se sont réunis ce matin à la base de Marseille suite à l'appel à la mobilisation pour le 9 octobre 2008, la veille d'une réunion du CTPM où Christine Albanel est censée évoquer la délocalisation de l'Inrap.

Les agents ont exprimé leur rejet de ce projet, aberrant et cynique sorti tout droit du chapeau d'Albanel, signifiant la mutation d'office des 150 agents du siège, voire le licenciement pour ceux qui ne voudront ou ne pourront pas suivre. C'est aussi désorganiser l'ensemble du travail administratif d'un établissement dans un contexte général difficile.

Les agents de Paca restent vigilants sur la suite donnée à ce projet calamiteux qui n'est autre qu'un plan social déguisé dans la droite ligne de la politique menée par le gouvernement qui vise à réduire l'emploi public.

Les agents de Paca ont envisagé d'envoyer une délégation à Paris dans le cadre d'une manifestation nationale.

**SGPA CGT PACA
le 6 octobre 2008**



Culture

Section Auvergne

Base du Brezet

63100 Clermont-Ferrand

Tel représentants CGT CTPS/CHSS : 06 71 78 04 39

ASSEMBLEE GENERALE DU 6 OCTOBRE 2008

Lundi 6 octobre 2008, douze agents Auvergnats se sont réunis en assemblée générale au centre archéologique de Clermont-Ferrand.

Après un compte rendu des dernières informations relatives à la délocalisation du siège parisien, le mot d'ordre de grève pour la journée du 9 Octobre a été rappelé aux présents.

Tous les participants à cette AG mesurent le caractère

- **absurde**
- **arbitraire**
- **destructeur**

du projet de délocalisation du siège parisien de l'INRAP, et n'ignorent pas les conséquences inévitables de cette décision :

- **casse sociale**
- **isolement des tutelles et des partenaires institutionnels**
- **désorganisation et paralysie de l'institut (au profit de qui ?)**

En conséquence les agents auvergnats souhaitent :

- renouveler le témoignage de leur **solidarité aux collègues parisiens** et
- pour certains d'entre eux **participer** au mouvement de grève du 9 octobre :

Pour la pérennité du financement de l'Archéologie préventive

Pour l'amélioration des carrières

Contre la délocalisation du siège parisien de l'INRAP

Compte rendu de la réunion d'information syndicale du 6 octobre 2008

19 agents étaient présents. Etaient représentées les organisations syndicales CGT, FO et SUD

Délocalisation du siège et grève du 9 novembre

Dans le cadre de la « refonte de la carte militaire » (fermeture de casernes notamment dans l'est de la France) des mesures de délocalisation pour compensation sont imposées aux personnels de chaque Ministère. Pour la Culture c'est nous ! l'INRAP et notre direction nationale de 130 agents qui s'y collent (prévue en 2010)

La discussion s'engage. Certains agents présents expriment des réticences, cette « solidarité » leur paraît à sens unique, mais la discussion nous amène rapidement à envisager la situation dans son ensemble : quelle organisation pour l'établissement si une grande partie du personnel (comme cela semble être dans leur projet) ne suit pas ?, cette phase de déménagement va paralyser la structure , il sera aussi l'occasion de réduire son personnel administratif avec comme conséquences : des problèmes de fonctionnement pour la structure et augmentation de la charge de travail des administratifs régionaux.

Une majorité d'agents décide de faire grève et de mettre en place des actions le 9 pour faire pression sur le ministère (communiqués à la presse régionale, signatures de pétitions...)

C'est la survie de l'établissement qui est aujourd'hui en jeu. Ils décident d'appeler leurs collègues d'Aquitaine à les rejoindre ce même jour à 12H à la base de Pessac.

La prochaine réunion d'information syndicale aura lieu en janvier.

ASSEMBLEE GENERALE INTERSYNDICALE

DIR CENTRE-ILE- DE-FRANCE, PANTIN

Une quarantaine d'agents s'est réunie en assemblée générale dans la salle de réfectoire de la DIR CIF à Pantin ce matin. Les agents des deux filières (scientifique et technique et administratif) ont écouté attentivement les explications d'un agent du siège sur les conséquences de la délocalisation prévue. Ils se sont étonnés de la façon arbitraire et désorganisée caractérisant la décision de délocaliser et se sont émus des conséquences néfastes de ce projet pour l'établissement. Ils ne sont pas dupes de la politique de la direction générale de l'Inrap de mettre le personnel administratif en conflit avec les agents sur le terrain. Ils sont solidaires de leurs collègues du siège.

En même temps les agents ont discuté de la mise en place de la nouvelle hiérarchie en DIR CIF. Ils sont scandalisés par des propos qui auraient été émis par la future directrice intérimaire concernant la manière de servir du personnel. Si elle n'est pas contente de nous, elle n'a qu'à partir.

Les agents présents lors de l'AG sont d'avis que désorganiser l'Inrap au niveau national et le chambouler au niveau interrégional ne sont que deux faces d'un même mal. Il faut sauver l'Inrap et sa capacité d'intervention sur tout le territoire. Par conséquent, les agents se mettront en grève ce jeudi, le 9 octobre, et appellent tous leurs collègues à se joindre au mouvement.

Pantin, le 6.10.08

ASSEMBLEE GENERALE

Bourguébus, Basse-Normandie

Une vingtaine d'agents (sur 36 affectés) s'est réunie en assemblée générale au centre archéologique de Bourguébus, Basse-Normandie. Les agents présents ont pris connaissance de la menace de délocalisation pesant sur le siège social de l'INRAP. Ils considèrent ce projet néfaste pour l'organisation et le fonctionnement de l'établissement et d'une extrême gravité pour les situations familiales et professionnelles des agents concernés. Ils expriment donc leur totale opposition à tout projet de délocalisation du siège et soutiennent sans réserve ses personnels.

Plusieurs agents seront en grève le 09 octobre et certains iront à Paris.

Une information sera faite lors de la table-ronde « des hommes aux champs » à Caen les 08 et 09 octobre. À cette occasion la pétition sera distribuée aux participants.

Par ailleurs, les agents se réservent toutes possibilités d'actions futures pour s'opposer à ce projet de déménagement du siège.

le 07.10.08

Le 8 octobre 2008

Délocalisation de l'Inrap : une application aventureuse de la RGPP

Les personnels réunis ce jour appellent demain 9 octobre à une journée de mobilisation : nous sommes opposés au projet du Ministère de la Culture de délocaliser le siège de l'INRAP à Metz.

Nous rappelons que 90% des personnels exercent déjà leur activité sur tout le territoire national, et que, de ce fait, l'INRAP irrigue déjà par ses missions l'ensemble des territoires régionaux.

L'INRAP est un des plus jeunes établissements publics des Ministères de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement, il exerce un rôle fondamental et central dans le dispositif de l'archéologie préventive. Cette délocalisation ne peut avoir qu'un effet déstabilisateur pour un système encore fragile, notamment en termes budgétaires, et d'emplois.

Une direction générale est nécessaire au bon fonctionnement d'une politique générale d'archéologie préventive, et son positionnement parisien en liaison directe avec les autorités de tutelle reste indispensable. Nous ne gagnerions rien à son affaiblissement.

Et même si les opérationnels sont loin d'être satisfaits par son fonctionnement actuel, ils sont conscients qu'il ne faut pas « jeter le bébé avec l'eau du bain ».

Nous sommes solidaires des revendications des personnels du siège. Les conséquences individuelles d'un tel projet seront de toute évidence très lourdes : près de 150 personnes et presque autant de cellules familiales touchées par ce qui s'apparentera forcément à un plan social !

S'attendre n'est pas le bon moyen de s'entendre...

Nous appelons tous les collègues de l'INRAP, mais aussi ceux du CNRS, de l'Université et des Ministères de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement à manifester leur soutien : la Révision Générale des Politiques Publiques imposée par le gouvernement Sarkozy, et son application mécanique et irraisonnée concernent chacun-e d'entre nous !

**ASSEMBLEE GENERALE DU 9 OCTOBRE 2008 A
BRON
(RHONE-ALPES)**

Les agents réunis en assemblée générale (une vingtaine) **refusent la délocalisation du siège de l'INRAP.**
Ils sont solidaires des agents et mesurent le coût social que cette décision brutale et arbitraire va entraîner.

Cette décision **sans étude préalable** va désorganiser voire paralyser l'INRAP et son activité.

Choisir l'INRAP qui a déjà subi de nombreuses réformes, **c'est encore affaiblir l'archéologie préventive.**

Cette délocalisation est une preuve de plus, d'un acharnement contre l'INRAP, du **démantèlement du service public**, de la mise à mal de la culture et de la recherche.

**NON A LA DELOCALISATION DU SIEGE DE L'INRAP
RESTONS MOBILISES**

« SOYONS FORTS, NE LACHONS RIEN »